Bulletin Intérieur

DU PARTI SOCIALISTE S.F.I.O.

JUIN 1963 — Nº 129

SOMMAIRE

ISSY-LES MOULINEAUX
30.31 mai -1er.2 juin 1963

DÉCISIONS du 54è Congrès National

	Pages
I - DECISIONS DIVERSES	1
II - DEMANDES DE REINTEGRATION	2
III - LES INSTITUTIONS PUBLIQUES.....	2
IV - ELECTION DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	2
V - TACTIQUE :	
1°) Texte adopté	3
2°) Vote par mandats ...	7
VI - STRUCTURES.....	8
VII - PROGRAMME	9
VIII - POLITIQUE INTERNATIONALE :	
1°) Motion générale	13
2°) Le traité franco-allemand	16
IX - RESOLUTION FINALE	17
X - ELECTION DES ORGANISMES CENTRAUX.	19
XI - DELEGUES DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE	21

Fondation Jean Jaurès

Le Gérant : GEORGES BRUTELLE — 12, Cité Malesherbes - PARIS (9e)

Décisions du 54ème Congrès National

Le 54ème CONGRES NATIONAL s'est tenu à ISSY-LES-MOULINEAUX, Salle des Fêtes, les 30,31 mai, 1er et 2 juin 1963 .

Le Comité Directeur avait proposé l'ordre du jour suivant qui fut adopté par le Congrès :

* EXAMEN DES RAPPORTS STATUTAIRES :
  - Rapport général d'activité ;
  - Rapport de la Commission Nationale des Conflits;
  - Rapport de la Commission Nationale de Contrôle.
* DEMANDES DE REINTEGRATION .
* INSTITUTIONS PUBLIQUES .
* ORIENTATION, POLITIQUE, ACTION DU PARTI .
* ELECTION DES ORGANISMES CENTRAUX :
  - Comité Directeur;
  - Commission Nationale des Conflits ;
  - Commission Nationale de Contrôle ;
  - Comité National féminin .

Les décisions ci-après ont été prises :

I. Décisions diverses

1°) Représentation des Fédérations dans les Assises Nationales en 1965-66.

Vu l'article 24 du règlement du Parti, vues les dispositions arrêtées par le Comité Directeur du 30 janvier 1963, le Congrès décide que les mandats des fédérations, dans les assemblées nationales du Parti en 1965 et 1966, seront calculés sur la base de 25 cotisants à 12 timbres.

***

2°) Rapport de la Commission de vérification des mandats .

La Commission de vérification des mandats désignée par le 54ème Congrès National, à Issy-les-Moulineaux:

- après s'être assurée que le calcul du nombre de mandats et de délégués pour nos assises nationales, en 1963, a été fait conformément :
  - aux art. 22,23 et 25 de nos Statuts;
  - à la décision du 53ème Congrès National de retenir la base de 25 cotisants à 12 timbres;
  - aux dispositions arrêtées par le Comité Directeur du 30 janvier 1963;

* ayant constaté que toutes les fédérations ont été avisées en temps utile de leur représentation et qu'elles ont eu la possibilité de faire entendre leurs réclamations ;

* ayant entendu les explications du Trésorier National et du Secrétaire chargé de l'administration ;

VOUS DEMANDE DE VALIDER, POUR 1963-64, LES CHIFFRES CI - APRES :

MANDATS: 3.150
DELEGUES: 314

Faisaient partie de cette Commission les camarades:

BIDET André (Allier); PARPAIS Jacques (Indre & Loire); LARGOIS Alfred (S.&.Oise).

***

3°) Rapport général d'activité . Rapports des Commissions de Contrôle et des Conflits .

Ces trois rapports ont été adoptés à l'unanimité .

***

II. Demandes de réintégration.

La Commission désignée par le 54ème Congrès était composée des Camarades : GAZAGNES (Hte-Garonne); BRU (Aveyron); Pierre MARTIN (Ht-Rhin); VOLLE(Loire); FARAUD (Charente-Maritime); MUSSIER (Cher); GENEZE (B. Pyrénées); Rémy SICARD (Secrétaire de la C.N. des Conflits).

Sur rapport de Rémy SICARD, le Congrès a, à l'unanimité, décidé la réintégration de POUYET Marcel (Allier); SAUBESTRE (Lot-et-Garonne; BOUILLET Françis et JOUVEN (Vaucluse).

***

III. Institutions publiques.

La motion préalable, présentée par Augustin LAURENT (Nord) et amendée par la Fédération du Pas-de-Calais, a été adoptée à l'unanimité moins 7 voix contre et 3 abstentions .

Ces deux propositions tendaient au retrait, de l'ordre du jour du Congrès, du débat sur les problèmes institutionnels et à la constitution, après un vote indicatif du Congrès, d'une commission chargée de les examiner.

Cette Commission sera désignée par le Comité Directeur en tenant compte des résultats du vote indicatif .

Après une large information au sein du Parti, la décision définitive sera prise par un Conseil National qui reçoit, pour cet objet, pouvoir de Congrès .

***

IV. Election du Président de la République.

Le Parti Socialiste décidera, le moment venu, s'il présente un candidat à la Présidence de la République. Mais il affirme d'ores et déjà qu'en aucun cas il ne se ralliera à la candidature d'un homme dont l'attitude ou le comportement aurait été équivoque, ou même hésitant, à l'égard du Pouvoir et de sa politique.

***

V. Tactique.

Par 2.198 mandats contre 119 et 668 abstentions le 54ème Congrès a adopté le texte ci-après (les fédérations absentes au moment du vote représentent 165 mandats).

1°). TEXTE ADOPTÉ

1. L'évolution actuelle du monde, la personnalisation du pouvoir et la montée des jeunes imposent à tous les membres du Parti un effort immédiat de réflexion qui condamne le sectarime, comme l'opportunisme, le goût de la facilité, comme l'int ectualisme excessif .

***

2. Notre tactique, animée par la volonté d'action réelle, doit être élaborée dans la foi d'un Parti vivant, croyant dans ses objectifs finaux et qu'aucun passager ne saurait décourager .
recul

***

3. Dans la plupart des milieux sociaux, le désir de transformation est réel. Nombreux sont ceux qui n'hésitent pas à condamner le capitalisme et qui espèrent l'instauration d'un système nouveau, dont une des premières préoccupations devrait être de donner à tous les jeunes une totale égalité et un égal apprentissage des responsabilités.

***

4. Mais il ne suffit pas d'avoir raison pour triompher. Il faut encore que notre langage soit entendu, compris et approuvé .

***

5. Par un paradoxe dont l'histoire comporte maints exemples, à l'heure où l'aspiration vers le Socialisme s'étend, notre Parti n'a pas trouvé l'audience qui devrait être la sienne .

***

6. Des hommes dont le refus présent de s'engager peut surprendre ressentent souvent à notre égard des préjugés que nous devons combattre.

D'autre part, aux dernières élections l'U.N.R. a obtenu quelque 32% des suffrages exprimés, chiffre fort éloigné de la majorité absolue, ce qui est pour le pouvoir gaulliste un échec relatif. Mais nous n'obtenions nous-mêmes que 13% .

Une des raisons essentielles tient, évidemment, à la situation politique française. Nous dresser contre de Gaulle était audacieux et électoralement dangereux .

Nous avions le devoir d'agir ainsi.

Nous battre, avec nos faibles ressources, contre un ensemble d'énormes moyens, parmi lesquels la radio et la télévision nationales essentiellement aux mains de l'adversaire, était difficile . Le combat a été mené avec courage par l'ensemble des militants .

Mais nos reculs électoraux récents ne sont pas seulement imputables à l'influence du gaullisme .

Nous devons donc rechercher toutes les causes de nos faiblesses actuelles avec courage et franchise et les remèdes à envisager. Cette analyse, entre camarades qui s'affirment solidairement res-

ponsables de l'action du Parti jusqu'à ce jour, est indispensable pour nous permettre de sortir victorieux de la lutte présente .

***

7. Nous avons subi dans une certaine mesure les effets de ce courant de réprobation dont on a voulu envelopper tous les Partis rendus injustement responsables au même titre des " erreurs " de la IVème République. Néanmoins, mieux que toutes les autres formations démocratiques, nous avons contenu l'assaut .

***

8. Dégagée des passions et des luttes de personnes, l'histoire fera litière de certaines légendes. Mais il n'est pas niable que des insuffisances sérieuses, notamment l'instabilité ministérielle, ont contribué à jeter le discrédit sur le présent régime .

***

9. Notre collaboration à différents gouvernements de la IVème République a été souvent mal comprise, notre Parti apparaissant ainsi plus soucieux de défense républicaine que de rénovation. Cela a jeté un doute sur notre volonté de nous attaquer vigoureusement aux structures économiques du régime . Nous devons rappeler clairement nos objectifs et définir les voies par lesquelles nous entendons les atteindre .

***

10. Certaines des formules qui furent utilisées au début de l'action socialiste n'ont plus de signification précise pour la génération présente: il nous faut les rendre plus actuelles .

***

11. Il est vrai aussi que nous ne sommes pas encore débarrassés d'une conception de la démocratie parlementaire plus proche du siècle dernier et de la presse écrite que de la montée des jeunes et de la télévision. A nous d'en tenir compte avec réalisme .

***

12. Le monde se transforme à un rythme qui aurait stupéfié nos pères. Les jeunes générations ne s'en émeuvent guère, mais elles en tirent la conséquence que tout devient possible. Le désir de rentabilité rapide et d'efficacité, qui triomphe aujourd'hui, n'a cependant nullement supprimé le besoin d'idéal chez les jeunes de notre époque, mais a profondément transformé leur comportement général .

***

13. De toutes les formations politiques qui se réclament du mouvement et du progrès, le Parti Socialiste reste la plus grande force de la gauche démocratique, mais il importe qu'il tire les conséquences de cette situation .

***

14. La tactique au service du programme doit répondre aux profondes transformations de notre temps, en même temps qu'à l'agression gaulliste Elle doit donc tenir compte :

.../...

a) des exigences doctrinales du Parti;

b) du climat social dans lequel nous combattons et des conséquences de l'évolution démographique, en particulier le problème des jeunes;

c) du combat politique particulier auquel nous contraint le gaullisme.

Elle doit en outre jalonner la route du Parti en direction de la Démocratie socialiste.

***

15. En résumé, le Parti saura procéder aux transformations nécessaires dans son langage, ses méthodes et sa structure pour s'affirmer comme le grand Parti de la démocratie socialiste.

***

16. Tel est le problème essentiel qui, pour le Parti, est aujourd'hui posé. Il est pour lui d'une importance vitale.

***

17. Le renouveau du mouvement socialiste peut-il résulter de l'addition d'un certain nombre d'Organisations existantes? Nous répondons sans équivoque par la négative. L'opinion publique ne saurait se satisfaire de la seule fusion de quelques-unes d'entre elles.

***

18. Jusqu'à ce jour, la plupart des tentatives pour amener à une action commune les dirigeants des Organisations de la Gauche démocratique et des Centrales syndicales libres se sont heurtées à de grandes difficultés.

***

19. Certains des dirigeants des partis politiques voisins semblent actuellement plus tentés par l'idée de créer un Parti démocrate sans programme précis et sans consistance que par celle de participer à l'action d'une formation réellement socialiste. Nous ne saurions retenir une telle formule.

***

20. Cependant les contacts avec ces dirigeants syndicaux, coopérateurs et politiques, doivent être maintenus et renouvelés pour rechercher les bases d'une action commune de la gauche, voire d'un programme commun pour une première étape dans l'action.

***

21. Nous devons affirmer nettement qu'en cette seconde moitié du 20ème siècle nul ne saurait se réclamer de la gauche s'il n'est réellement décidé à s'engager dans la voie de la Démocratie socialiste. Le Parti ayant clairement précisé son programme de réalisation socialiste, un dialogue utile devra s'ouvrir entre les organismes nationaux de notre Parti et un certain nombre d'hommes de gauche. Ceux-ci devront être choisis en fonction de leur orientation politique: adhérents des organisations voisines (P.S.U., Indépendants de gauche, Radicaux, voire fraction minoritaire du M.R.P.), Syndicalistes, Coopérateurs ou Membres des organisations spécialisées (U.N.E.F., C.N.J.A., etc ..), ou même en dehors de toute organisation (intellectuels, cadres, etc ...)

.../...

22. Il va de soi que ces personnalités devront être d'accord sur l'essentiel de nos préoccupations, et ressentir comme nous-mêmes la nécessité d'une grande force socialiste .

***

23. Il convient de démontrer aux inorganisés la vanité de l'action isolée; de rappeler aux chrétiens que le Parti Socialiste, s'il est foncièrement laïque, n'est pas pour autant anti-religieux; de rendre évidentes à tous la réalité et la valeur de la pensée et de l'action socialistes .

***

24. Ce dialogue nous permettrait notamment de rechercher d'une manière plus précise les transformations souhaitées pour que notre Parti puisse regrouper tous ceux qui, en France, se réclament de l'idée socialiste.

Les décisions à ce sujet seront prises bien entendu en toute souveraineté par les assises régulières du Parti.

***

25. Le dialogue s'engagerait dans le Pays sur le thème de l'Unité socialiste, exemple concret de la concentration et de la simplification politique sans équivoque. Cette unité sera rendue possible à partir des transformations réalisées par le Parti lui-même .

***

26. Cette grande force socialiste pourrait, dans de meilleures conditions, lancer contre le gaullisme une offensive décisive. Elle entraînerait alors dans son action tous les démocrates décidés à engager le combat contre le régime, mais cette nécessaire action commune des forces démocratiques ne devrait être envisagée que sur la base d'engagements précis et d'un programme reprenant tout ce que nous considérons comme indispensable pour franchir une première étape vers la Démocratie socialiste.

***

27. Le Parti ne saurait accepter aucune concession qui interdirait la marche en avant vers la société socialiste qui reste notre objectif.

***

28. Nous avons dit combien vigoureux devait être notre combat contre le gaullisme. Nous nous opposons en effet fondamentalement au régime instauré par le Chef de l'Etat. Dans cette lutte, nous ne pouvons plus compter sérieusement sur la droite classique. L'échec du "Cartel des non" a montré que les coalitions trop larges n'étaient pas comprises. La plus grande partie de l'ancienne opposition de droite s'est d'ailleurs pratiquement ralliée au Pouvoir dès le lendemain du scrutin .

***

29. En ce qui concerne les futures élections (générales -cantonales, municipales), conformément à la règle du Parti la tactique sera définie par un Conseil National en fonction du mode électoral et de la situation politique.

En ce qui concerne les élections législatives partielles, la tactique définie au Conseil National reste valable.

***

.../...

30.- Le problème de nos rapports avec le Parti Communiste doit être également clarifié.

***

31.- L'action socialiste en vue de la réalisation d'une société socialiste n'exclut évidemment pas les moyens authentiquement révolutionnaires mais exige, par respect pour notre propre finalité, le droit des minorités d'être respectées.

***

32.- C'est ce qui nous sépare fondamentalement du Parti Communiste, qui reste fidèle à l'interprétation léniniste de la dictature du prolétariat .

***

33.- Certes, une évolution sensible semble se manifester à l'intérieur du monde communiste occidental, et en particulier au sein de sa jeunesse .

La reconnaissance publique du caractère criminel des actes commis pendant l'ère stalinienne et des décisions politiques erronées prises à cette occasion, et inlassablement dénoncés par le Parti Socialiste, représente un progrès incontestable pour l'avenir du mouvement ouvrier international. Mais nous rappelons que le stalinisme et le culte de la personnalité sont postérieurs à la scission survenue en 1920 au sein du mouvement ouvrier .

D'autres divergences demeurent. En particulier les questions du parti unique, de la structure de l'Etat socialiste, des relations avec l'U.R.S.S., de l'absence de démocratie interne au Parti, du rôle du syndicalisme et des conceptions en matière internationale n'ont pas reçu de réponses satisfaisantes pour le Parti Socialiste.

Le Parti Socialiste ne doit pas craindre d'exposer publiquement ce qui différencie le bolchevisme du socialisme démocratique.

***

34.- C'est pourquoi et sans renier en aucune façon les résultats du Front Populaire et du tripartisme, le Parti Socialiste constate que les conditions nécessaires à un accord politique avec le P.C. et aux actions communes en découlant ne sont pas remplies .

***

35.- Mais le fait que nous rejetions les conceptions bolchéviques et que nous apprécions en théorie et en pratique le danger communiste ne nous fait pas négliger le danger que la réaction fait peser sur les institutions démocratiques. Nous refusant à lui permettre un triomphe facile, nous n'excluons pas par conséquent une tactique défensive avec le Parti communiste contre un péril déclaré.

***

2°.- VOTES ÉMIS PAR LES FÉDÉRATIONS

Nous publions à la page suivante le résultat détaillé des votes émis par les Fédérations sur le texte ci-dessus:

ONT VOTE POUR:

AIN: 3; AISNE: 21; ALLIER: 27; BASSES-ALPES: 10; ALPES-MARITIMES MARITIME; 9; ARDECHE: 8; ARDENNES: 3; ARIEGE: 27; AUBE: 9; AVEYRON: 9; BELFORT: 11; CALVADOS: 5; CANTAL: 3; CHARENTE: 1; CHARENTE-MARITIME: 19; CHER: 9; CORREZE: 9; CORSE: 9; COTE-D'OR:IO; COTES-DU-NORD: 7; DOUBS: 5; DROME:II; EURE: 5; EURE & LOIR: 9; HTE-GARONNE: 76; GERS: 16; GIRONDE: 63; HERAULT: 54; ILLE & VILAINE: 9; INDRE: 11; INDRE & LOIRE: 5; ISERE: 28; JURA: 13; LOIR & CHER: 16; LOIRE: IO; LOIRE-ATLANTIQUE: I8; LOIRET: 12; MAINE & LOIRE: 5; MANCHE: 13; MARNE: I8; MAYENNE: 7; MEURTHE & MOSELLE: 7; MEUSE: 5; MORBIHAN: 20; MOSELLE: 5; NIEVR : 20; NORD: 409; OISE: 11; ORNE: 5; PAS-DE-CALAIS: 415; PUY-DE-DOME: 37; HTES-PYRENEES: 11; PYRENEES-ORIENTALES: 18; BAS-RHIN: 13; HT-RHIN:46; RHONE: 21; HTE-SAONE: 4; SAONE & LOIRE: 20 ; SARTHE: 7; HTE-SAVOIE:3; SEINE: 209; SEINE-MARITIME: 19; SEINE & MARNE: 1; SEINE & OISE: 45; SOMME: 8; TARN: 23; VAR: 71; VAUCLUSE: 13; VENDEE: 5; VIENNE: 4; HTE-VIENNE: 81; VOSGES: 7; YONNE: 12.

ONT VOTE CONTRE:

AIN: 1; ARIEGE: 2; AUDE: 73; EURE & LOIR: 1; FINISTERE: 17; INDRE & LOIRE: 1; LOIRE-ATLANTIQUE: 1; HTE-SAONE: 1; SEINE: 15; TARN & GARONNE: 7.

ABSTENTIONS : AIN: 2; ALLIER: 10; ARDENNES: 9; ARIEGE: IO; AUBE: 4; AVEYRON: 1; BOUCHES-DU-RHONE: 419; CANTAL: 2; CHARENTE:5; CORREZE: 1; COTE-D'OR: 2; CREUSE: 16; DOUBS: 25; DROME: 3; GARD:37; HERAULT: 1; INDRE & LOIRE: 3; LOIRE: 3; MAINE & LOIRE: 2; MEURTHE & MOSELLE: 4; OISE: 3; HTES-PYRENEES: 1; HT RHIN: 2; HTE-SAVOIE:2; SEINE: 26; SEINE-MARITIME: 9; SEINE & MARNE: 11; SEINE & OISE: 23; SOMME: 25; TARN: 3; VAUCLUSE: 1; VIENNE: 3.

ABSENTS :HTES-ALPES: 5; DORDOGNE: 34; LA GUADELOUPE: 13; LANDES:36; HTE LOIRE: 5; LOT & GARONNE: 16; MARTINIQUE: 5; BASSES-PYRENEES:22; SAVOIE: 16; DEUX-SEVRES:13;

La Fédération des Landes, portée absente,a fait connaître aussitôt après le vote son intention de voter "pour".

***

VI. Structures.

Le texte ci-après a été adopté, à mains levées, à l'unanimité moins 17 abstentions :

Un Parti rénové ne se caractérise pas seulement par un programme transformé, une doctrine adaptée et un style modernisé. Le problème des structures est également essentiel.

***

.../...

Nous devons en effet rechercher les moyens par lesquels la pensée, l'action, l'éducation politique entreront à l'intérieur du Parti par les fenêtres que nous ouvrirons sur l'extérieur .

***

La réforme dans le domaine des structures du Parti nécessite une révision de nos Statuts.

Le Congrès décide l'ouverture immédiate de la procédure de révision qui devra être conduite à son terme (Congrès extraordinaire ou Conseil National extraordinaire ayant pouvoirs de Congrès) dans les meilleurs délais et au plus tard d'ici un an.

Ces assises du Parti auront à leur ordre du jour toutes les propositions contenues dans les textes A.et B., les amendements déjà reçus et tous ceux présentés par des Fédérations au Comité Directeur, dont le rôle sera de prendre contact avec les auteurs d'amendements et de faire un effort de rapprochement entre les thèses en présence .

***

VII. Programme.

(texte adopté à l'unanimité)

Le Parti Socialiste confirme son attachement et sa fidélité aux principes contenus dans sa Déclaration de 1946 et dans son " Programme fondamental " de 1962 .

Il invite ses militants à rappeler les buts fondamentaux des socialistes, à les exposer dans les termes de notre temps, à démontrer par le recours à des exemples concrets leur efficacité à résoudre les problèmes du siècle .

Certes, sous la pression du mouvement ouvrier, le caractère de l'oppression capitaliste s'est, dans les apparences, modifié .

Certes, beaucoup d'idées socialistes autrefois violemment combattues par la réaction se sont imposées: limitation du droit de propriété, nationalisations, planification, réformes sociales, décolonisation, organisations internationales, désarmement, etc.....

Cependant, il suffit de penser aux inégalités sociales, à la situation du logement, de l'enseignement, à la misère des pays, sous-développés,aux risques de guerre, aux graves dangers et aussi aux immenses possibilités du progrès techniquepour comprendre ce qui reste à accomplir pour réaliser, comme le veulent les socialistes, l'égalité des chances devant la vie entre tous les individus.

D'autre part, si la classe ouvrière demeure essentiellement soumise au régime d'exploitation capitaliste, des couches toujours plus larges de la population prennent conscience d'en être directement ou indirectement victimes avec elle . En fait, les masses populaires dans leur ensemble demeurent en dehors du pouvoir de décision économique. Elles s'en éloignent sans cesse au fur et à mesure que se compliquent les structures et les techniques..

Ainsi, la première tâche des socialistes est d'appeler à s'unir tous ceux que l'injustice sociale révolte et qui veulent travailler solidairement à libérer la personne humaine de toutes

.../...

les servitudes et assurer son progrès en substituant à la société capitaliste une société intégralement démocratique, sans classes ni guerre..

Le Parti Socialiste se refuse à être une petite secte dogmatique et intransigeante. Il rejette également l'opportunisme. Il refuse de se soumettre à la mode qui passe en même temps qu'à l'ignorance à l'égard des adaptations qu'impose une analyse objective de l'évolution du monde contemporain.

Le Parti Socialiste rejette les moyens et les procédés politiques dégradants de ceux qui taisent ou voilent leurs véritables desseins. Il ne croit pas aux vertus de la ruse et du machiavélisme. Il considère comme incompréhensible et nuisible la coexistence d'un programme révolutionnaire et d'une politique pratique du compromis permanent . Il présente son programme d'action comme une étape dans la voie du Socialisme et ne saurait le laisser dissocier des fins permanentes qu'il poursuit .

Les jeunes, les techniciens, les sans-parti fortement attirés par les idées socialistes et qui hésitent à s'engager dans une formation politique. doivent reconnaitre dans le Parti Socialiste le Parti de l'avenir et rejoindre ses rangs .

LES TACHES PRIORITAIRES DE LA DÉMOCRATISATION

1°. Démocratisation de l'Economie et du système bancaire .

a) par la nationalisation des banques d'affaires ;

b) par la création d'une banque nationale d'investissement, outil financier du plan;

c) par un impôt sur l'enrichissement en capital et notamment par des mesures touchant les plus-values et la spéculation boursière;

d) par la généralisation de la distinction entre droit de propriété et droit de gestion, notion déjà admise dans certains milieux (paysans, cadres, etc ...)

e) par l'extension de la propriété collective lorsqu'elle est nécessaire à l'efficacité de la planification et à l'expansion économique;

f) par une nouvelle étape vers la gestion démocratique des nationalisations et par leur extension à des industries de base telles que sidérurgie et cimenterie ;

g) par la suppression des possibilités de transmission de l'accroissement du capital lorsque cet accroissement n'est pas essentiellement le produit d'un effort personnel ou familial;

h) par la création d'une juridiction spéciale, semblable aux conseils de prud'hommes, ayant compétence pour régler les conflits de caractère économique .

***

2°. Démocratisation de la planification .

a) par son orientation en fonction des besoins sociaux fondamentaux et non des intérêts particuliers des grandes entreprises ;

b) par le contrôle de l'autofinancement ;

c) par l'utilisation des moyens de conduite économique de l'Etat, notamment par la sélectivité du crédit en vue d'assurer parallèlement l'accroissement constant de la production et de la consommation ;

d) par l'intégration dans le plan économique d'un plan social lié au progrès de la production;

e) par la création avec le syndicalisme, les mouvements libres de consommateurs, la coopération et la mutualité, d'instances économiques démocratiques distinctes des assemblées représentatives. Ces instances participent à l'élaboration du plan puis, après la décision du Parlement, apportent leur collaboration à celui-ci dans l'exercice parlementaire du contrôle de l'exécution.

***

3°.- Démocratisation de la répartition du revenu national.

a) par des réformes assurant une meilleure répartition du revenu national;

b) par le plan social assurant à la fois la juste répartition de l'accroissement du revenu national et une égale participation à celui-ci des catégories deshéritées ou non productrices de biens;

c) par une réforme de la fiscalité comportant une révision des tranches de l'impôt sur le revenu, l'allègement des taxes sur la consommation, l'équipement de l'administration pour la lutte contre la fraude fiscale;

d) par une réforme profonde des circuits de distribution, en liaison avec le syndicalisme ouvrier et paysan, les organisations de consommateurs, le mouvement coopératif et les groupements de détaillants.

4°. Démocratisation dans l'entreprise.

a) par le respect du droit de grève;

b) par la reconnaissance de la section syndicale d'entreprise;

c) par le contrôle ouvrier de l'embauche et du licenciement;

d) par l'accroissement du rôle des pouvoirs et des moyens des comités d'entreprise.

5°.- Démocratisation de l'information.

a) par un statut démocratique de la R.T.F., garantissant son indépendance, l'objectivité de l'information et le respect de ses monopoles;

b) par la mise en place de moyens, notamment de presse écrite, permettant à tous les citoyens l'accès à une information complète et gratuite sur les grandes options politiques et économiques.

***

6°.- Démocratisation de l'enseignement.

a) par la prolongation par étapes de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans;

b) par une réforme fondamentale de l'enseignement assurant aux jeunes l'égal accès aux études et, à la Nation, la pleine disposition de ses valeurs humaines (voir chap. X -§ 2);

c) par un effort généralisé d'éducation permanente;

***

7°.- Démocratisation des loisirs.

a) par le multiplication des centres sociaux culturels, en particulier des foyers et maisons de jeunes;

b) par le développement des installations et des équipements collectifs de sports, de camping et d'hébergement;

c) par une extension et une organisation des vacances des travailleurs, tendant au développement des congés d'hiver;

d) par l'aide aux organisations de tourisme populaire à buts non lucratifs.

.../...

e) par le développement des centres de vacances et des maisons familiales;

f) par des mesures tendant à réduire les coûts des appareils audio-visuels, de la littérature et des spectacles ;

***

8°. Démocratisation de la justice.

a) par la suppression des juridictions d'exception et le retour aux Cours d'assiseset aux Tribunaux ordinaires des crimes et délits relevant de ces juridictions;

b) par le retour à l'indépendance réelle du Pouvoir Judiciaire et son renforcement par le respect absolu de l'inamovibilité des Magistrats du Siège;

c) par la diminution des droits d'enregistrement, par l'extension de l'assistance judiciaire et par une réforme de la procédure tendant à faire de la Justice un véritable Service Public, accessible à toutes les couches de la population .

***

9°. Démocratisation du logement

par la création de services publics du logement de caractère national ou local, qui éliminerait la spéculation sur la construction et sur les terrains, et la priorité absolue donnée au secteur social du logement, qui favoriserait la construction locative publique.

***

10°. Démocratisation des conditions de vie

des individus en fonction de leur âge et de leur sexe :

a) pour l'enfance : par la laïcité retrouvée et l'unicité de l'école assurant le respect dans l'enfant de l'homme de demain.

b) pour la jeunesse: par l'abaissement de la majorité légale et du droit de vote à dix-huit ans;

- par la suppression des discriminations de salaires; par la gratuité réelle des enseignements du second degré et supérieur, par le versement d'un salaire aux étudiants et par l'extension de la cogestion;

- par la réduction et la démocratisation du service militaire.

c) Pour la femme: par l'égalité des salaires et la reconnaissance du rôle économique de la femme dans son foyer; par la maternité librement consentie (Planning familial);

- par une législation d'ensemble de la condition féminine;

d) Pour la vieillesse: par la fixation d'un taux de retraite minimum égal à celui du SMIG;

- par la prise en charge par La collectivité, dans des conditions respectant la liberté individuelle, des vieillards privés de soutiens familiaux ;

- par une protection efficace et humaine contre la maladie et par l'acheminement progressif vers la gratuité complète des soins médicaux et pharmaceutiques;

e) Pour la famille: par l'organisation d'un service public du crédit à la consommation .

***

LE GUIDE LEO LAGRANGE

DE BONNES ADRESSES
(restaurants, hôtels, garages..)

DES RENSEIGNEMNTS
(sîtes, histoire des luttes ouvrières)

INDISPENSABLE ...

VIENT DE PARAITRE
4,00 F (franco)
à FEDERATION LEO LAGRANGE
21, rue de Provence-PARIS(9°)
C.C.P. 314.59 .

CONCLUSION

Ce programme ne comporte pas l'ensemble des solutions que le Parti a déjà choisies en vue de modifier profondément les structures de la Société actuelle .

Il ne traite pas de la politique du Parti Socialiste à l'égard des institutions politiques sur le plan national, départemental ou local.

Il ne reprend pas davantage les programmes particuliers et détaillés que le Parti a déjà adoptés dans les domaines économique, social, agricole, de la construction, des anciens combattants...etc.

S'appuyant sur le " Programme fondamental " de 1962, il précise un certain nombre de points dont l'actualité ou l'urgence sont évidentes.

***

VIII. Politique Internationale.

1°. MOTION GÉNÉRALE

Stagnation des rapports internationaux, absence de nouveaux progrès sur le désarmement , renouveau des nationalismes, crise de la construction européenne, telles sont les caractéristiques majeures de la situation internationale actuelle .

1.- Les rapports Est-Ouest sont marqués depuis 1961 par un certain piétinement. Les espoirs ouverts par l'évolution intérieure de l'URSS n'ont pas toujours été confirmés par l'événement.

2.- L'absence de progrès sérieux en matière de désarmement tient tout autant à l'immobilisme soviétique qu'à l'absence d'initiative de la diplomatie européenne.

3.-Les manifestations de la diplomatie gaulliste ont suscité une relance du nationalisme qui contribue à fausser les rapports internationaux, compromet les engagements contractuels existants et risque d'encourager à terme la renaissance de courants chauvins dans la politique européenne .

4.- La substitution par le régime gaulliste de la notion d'union autortaire à celle de communauté démocratique a provoqué une crise sérieuse de la construction communautaire continentale .

La méthode employée pour s'opposer à l'adhésion de la Grande-Bretagne au Marché Commun, laquelle eût consacré la ruine des prétentions gaullistes à l'hégémonie européenne, a entraîné une situation de crise qui a sérieusement freiné l'expansion du Marché Commun.

5.- La conjonction de ces courants contraires a eu également des répercussions fâcheuses sur la cohésion de l'Alliance Atlantique.

La volonté gaulliste de s'isoler dans la construction d'une défense étroitement nationale, fondée sur une force de frappe autonome, les hésitations de la diplomatie britannique et les problèmes posés par l'adaptation nécessaire de l'O.T.A.N. aux impératifs stratégiques modernes, ont amené d'autre

.../...

part un dangeureux relâchement du système défensif occidental.

6. La promotion du tiers-monde s'est davantage affirmée au cours de l'année écoulée, sur le plan africain en particulier, ainsi que vient de le consacrer l'adoption d'une charte de l'unité africaine par la récente Conférence d'ADDIS-ABEBA .

Sans avoir encore dépassé les contradictions du stade post-colonial, cette charte consacre déjà un premier effort vers l'unité et une commune volonté de " non-alignement".

***

IMPOSER LE DIALOGUE A L'UNION SOVIETIQUE

Depuis que par l'O.T.A.N. un coup d'arrêt a été porté à l'expansion communiste en Europe, la diplomatie occidentale s'est cantonnée dans l'expectative et n'a fait que réagir aux manifestations de la diplomatie soviétique.

Il lui faut maintenant passer à l'offensive et contraindre l'Union Soviétique au dialogue sur tous les points de conflits existant entre l'Est et l'Ouest.

Une telle politique suppose :

a) la recherche systématique et ouverte des possibilités d'accord sur l'ALLEMAGNE, BERLIN, la Sécurité Européenne et le Désarmement;

b) le développement d'une politique active d'échanges économiques et culturels entre l'Est et l'Ouest .

***

LA DEFENSE OCCIDENTALE :

Le Parti Socialiste réaffirme une fois de plus son attachement au Pacte Atlantique, condition et garantie de notre sécurité aussi longtemps que subsistera une menace potentielle d'agression et que la paix ne sera pas solidement établie par un système de désarmement général internationalement contrôlé .

Mais le Pacte Atlantique ne saurait être une construction figée dans ses principes, ses structures et sa stratégie. La nécessité de réformer profondément l'O.T.A.N. est manifeste, comme le besoin de parvenir à un certain rééquilibre interne de l'Alliance .

Le Parti Socialiste renouvelle sa conviction qu'il n'est pas de solution véritable au problème de la défense occidentale sans réelle intégration politique et militaire de l'ensemble des forces de l'Alliance. Les solutions multi-nationales ou multi-latérales ne sont, à cet égard, que des palliatifs sans efficacité réelle.

CONTRE LES RENAISSANCES NATIONALISTES .

L'action pour la construction de la paix, inséparable du combat pour la liberté, exige que soient énergiquement combattus tous les ferments internes de tension et de division. L'exaltation nationaliste suscitée et entretenue par le gaullisme est actuellement dangereuse pour l'Europe. Il est urgent d'en limiter la contagion par un renforcement de l'action socialiste internationale .

***

EUROPE DES TRAVAILLEURS.

EUROPE SOCIALISTE .

Les premières conséquences de cette excitation nationaliste se sont d'abord manifestées sur le plan européen.

Le Parti Socialiste renouvelle son adhésion aux propositions minima

de relance européenne établies par le Comité d'Action pour les Etats-Unis d'Europe, programme qui exclut comme base valable de négociation le projet connu sous le nom de Plan Fouchet.

Pour autant, cette Europe que construisent peu à peu les communautés et que nous souhaitons voir se consolider ne répond pas à tous les objectifs de l'idéal socialiste européen. La construction européenne ne peut, en effet, à notre avis, être limitée à la seule institution d'un Marché élargi, fondé sur le principe de la libération des échanges. Elle doit, au contraire, s'engager davantage vers la définition d'une politique commune établie sur la base d'une réelle planification et d'une plus grande intégration des économies nationales. L'action européenne du Socialisme n'a, en effet, de sens et de justification historique que si elle tend à promouvoir une réforme profonde des structures, préparant la socialisation économique de l'Europe .

***

POUR UN PACTE INTERNATIONAL DE SOLIDARITE .

Le mouvement d'émancipation des peuples coloniaux, voulu et favorisé par les Socialistes, a gagné tous les Continents. Ce mouvement est irréversible et les séquelles du colonialisme, du racisme et de la ségrégation ne pourront, long temps encore, résister à cette poussée de l'Histoire.

Déjà le tiers-monde pèse d'un poids spécifique dans les destinées mondiales.

Mais cette évolution n'affecte encore que le plan politique; elle laisse tous ces jeunes Etats soumis aux contraintes de la faim, de la misère et de la dépendance économique.

La construction de la paix passe aujourd'hui par la lutte contre le sous-développement mondial. L'inégalité des ressources et leur injuste répartition constituent une menace au même titre que l'impérialisme soviétique ou la course aux armements atomiques .

C'est un Pacte international de solidarité entre Etats riches et pauvres du monde qu'il faut aujourd'hui négocier .

Un tel Pacte n'a de sens et d'efficacité que :

a) s'il est fondé sur le principe d'une égalité totale entre les peuples qui apportent leur aide et les peuples bénéficiaires .

b) s'il assure une solution juste et durable au problème de la stabilisation du cours des matières premières et permet d'assurer des débouchés aux produits des pays intéressés.

c) s'il se préoccupe d'établir par une planification internationale une plus équitable répartition des richesses mondiales .

d) s'il permet de développer une politique internationale d'investissements progressifs, publics et privés, et d'aide technique.

***

CONCLUSION.

Par cette déclaration le Parti Socialiste n'entend pas apporter une réponse définitive à tous les problèmes que posent l'évolution du monde moderne et les changements intervenus dans les rapports internationaux .

Il entend seulement fixer des orientations générales et tracer des perspectives à son action internationale .

Fidèle en cela à ses principes fondamentaux, il rappelle que la construction de la paix et la défense de la liberté sont inséparables de la lutte pour la construction du Socialisme .

.../...

2°. LE TRAITÉ FRANCO-ALLEMAND

Dès 1945, quand le Général de GAULLE cherchait dans le morcellement de l'Allemagne et le rattachement de la Sarre à la France une formule propre à fixer pour l'avenir les rapports entre nos deux pays, le Parti Socialiste approuvait, seul à cette époque, la nécessité d'oeuvrer pour un rapprochement franco-allemand excluant toute volonté de revanche et fondé sur l'amitié et la confiance.

Cette politique, inlassablement poursuivie depuis lors, a inspiré tous nos efforts dans la recherche d'une solution durable au problème allemand, fondée non pas sur un illusoire accord de souveraineté mais dans leur dépassement .

Aussi le rapprochement franco-allemand, conçu comme un moyen de bâtir une Communauté internationale plus large, devait-il tout naturellement conduire à une première phase de construction européenne.

Cette politique devait trouver son expression formelle dans la déclaration commune publiée en juillet dernier par le S.P.D. et la S.F.I.O.

Le rapprochement franco-allemand, déclare ce document dont le 54ème Congrès National tient à approuver solennellement l'orientation, " ne peut être envisagé, ni comme un Pacte entre deux nationalismes, ni comme un substitut à l'unité européenne, moins encore se définir comme une alliance limitée à des objectifs militaires ".

Considérant que le Traité franco-allemand du 22 janvier 1963,

- loin d'aider à une réconciliation réelle, introduit dans les rapports entre nos deux pays des notions équivoques qui prêtent déjà à interprétation contradictoire, ainsi qu'en atteste le préambule particulier voté le 16 mai dernier par le Bundestag.

- en s'inspirant essentiellement de concepts périmés, dérivés de le volonté de puissece et d'hégémonie, risque d'encourager un renouveau nationaliste de l'un ou l'autre côté du Rhin;

- loin de contribuer au renforcement de l'unité européenne et à la cohésion des Six, est venu introduire un ferment permanent de division à l'intérieur de la Communauté.

Le Parti Socialiste affirme que, s'il avait été placé dans les mêmes conditions politiques et juridiques que le S.P.D., et mis ainsi en mesure de donner sa propre interprétation du Traité, il aurait sans doute dû soutenir la ratification.

Or, ni le droit français, ni la situation politique ne lui permettent de ne se prononcer que sur le Texte de ratification proposé par le Gouvernement .

Dans ces conditions, le 54è Congrès déclare qu'il ne saurait approuver cette orientation qu'il juge néfaste pour l'avenir même de l'amitié franco-allemande .

Il donne mandat au Comité Directeur et aux Groupes parlementaires d'apprécier en conséquence leur attitude dans le débat de ratification de ce traité .

***

UN AMENDEMENT DE Léon BOUTBIEN A CE TEXTE FUT REPOUSSE A L'UNANIMITE MOINS QUATRE VOIX. Voici cet amendement :

"Néanmoins, pour montrer sa volonté de ne rien négliger pour règler " le contentieux franco-allemand, et pour ne pas faire le jeu du "communisme international, décide de ratifier le traité franco-"allemand ".

***

IX - Résolution finale

(unanimité moins 20 abstentions)

Beaucoup d'idées socialistes autrefcis combattues avec violence par la réaction se sont imposées à tous les esprits. Pourtant il est impossible de prétendre que le programme du Parti soit presque entièrement réalisé .

Aussi notre préoccupation doit-elle être de rappeler sans cesse les buts fondamentaux vers lesquels tend notre action et qui nous distinguent de toutes les autres formations .

Nous reprendrons et renforcerons ainsi l'influence qui doit être la nôtre et une personnalité que notre participation à des coalitions purement défensives, destinées à défendre la démocratie contre des menaces successives, a estompée aux yeux de l'opinion.

Le Parti Socialiste considère que, pour mener cette tâche à bien, il lui faut rassembler tous ceux qui poursuivent le même objectif, qu'ils se trouvent inscrits dans d'autres formations ou placés en dehors de tout parti politique.

Le regroupement des hommes de gauche d'inspiration socialiste ne résultera pas de l'addition d'un certain nombre d'organisations existantes. Il ne peut être que l'aboutissement d'un important effort de renouveau de notre Parti dans les différents domaines (programme - tactique - structure).

Dans cette perspective, le Parti estime qu'un dialogue doit s'ouvir, dans des délais rapprochés, entre ses Organismes nationaux et un certain nombre d'hommes de gauche, appartenant ou non à des organisations ou à des partis de tendance socialiste et qui s'affirmeront d'accord avec nous sur l'essentiel de nos préoccupations. Ce dialogue nous permettra notamment de rechercher d'une manière plus précise les transformations souhaitées pour que notre Parti puisse regrouper tous ceux qui, en France, se réclament de l'idée socialiste.

Les décisions à ce sujet seront prises en toute souveraineté par les assises régulières du Parti.

En dépit de grandes difficultés, l'unité des Socialistes dans le même Parti est une tâche prioritaire parce que son succès est la condition nécessaire de notre redressement et de celui de la gauche fran - çaise .

La société socialiste se construira en plusieurs étapes. Le Parti ne peut accepter de prendre des responsabilités en régime capitaliste que si, et seulement si, il obtient des transformations de structure qui le rapprochent de son objectif final.

C'est dans cet esprit que sera établie une première tranche de réformes inspirées de notre " Programme fondamental " et de notre programme maximum pour l'immédiat .

Cette première tranche contiendra des réformes destinées à préparer la société socialiste, mais qui pourront être acceptées par des démocrates de gauche .

Répondent à cette double préoccupation :

* l'instauration d'une démocratie politique conciliant la conti-

.../...

nuité de l'action gouvernementale et les exigences du contrôle de l'Exécutif par le Parlement;

* l'élaboration d'un statut de l'Information destiné à en assurer la liberté, l'objectivité et la gratuité ;

* la réforme démocratique de l'enseignement, une politique d'ensemble pour la jeunesse et l'éducation permanente ;

* la planification démocratique, comprenant notamment et conjointement un programme d'investissement et un plan social et une représentation des travailleurs dans les organismes du Plan;

* les réformes de structure nécessaires à l'application du Plan, et notamment certaines nationalisations ;

* l'intégration politique et économique de l'Europe;

* la sécurité collective et la suppression des forces de frappe nationales ;

* le désarmement général et contrôlé ;

* un pacte international de solidarité contre le sous-développement mondial.

***

Pour réaliser ce programme et montrer au pays que, pour succéder au Gaullisme, l'un des termes de l'alternative est bien la création d'un gouvernement de gauche, il est absolument nécessaire d'organiser la coalition des démocrates susceptibles de le former.

Parallèlement, des contacts devront être établis avec les organisations économiques et sociales en vue d'obtenir leur participation, dans le respect de leur indépendance, à la diffusion et à la défense des parties de ce programme qui auront reçu leur agrément comme à leur participation active, le moment venu, à son application.

La coalition de tous les démocrates de gauche constituera une force politique très importante ,mais qui risque de ne pas réunir à elle seule la majorité nécessaire pour appuyer l'action d'un gouvernement.

En l'état actuel des forces électorales en France, la gauche démocratique peut se trouver dans l'incapacité de réaliser son programme sans l'apport des masses communistes, ce qui fera le jeu de la droite, que celle-ci se présente sous sa forme classique ou fasciste .

D'autre part, les Socialistes et les Démocrates de gauche n'ont pas le droit, sans renier leurs principes, de courir le risque de préparer une " Démocratie populaire " .

C'est pourquoi, la gauche démocratique ayant établi son programme et formé sa coalition, le Parti communiste se trouvera placé devant le choix entre deux attitudes :

* ou bien renouveler les erreurs du passé en se maintenant dans une opposition qui en fait l'amènera à de nouvelles coalitions négatives avec la droite ;

* ou bien soutenir une formation démocratique de gauche, en tenant compte des progrès que celle-ci permettra de réaliser au profit des travailleurs et de la liberté .

Cette tactique d'ensemble permet de préparer puis d'ouvrir la succession au régime actuel.

Elle se heurtera à des obstacles considérables, mais la pire méthode serait, en se laissant dissimuler l'avenir par les obstacles du présent, de se réfugier dans la passivité, alors que d'immenses possibilités restent ouvertes aux Démocrates et aux Socialistes.

****

X. Election des Organismes Centraux

1°. COMITÉ DIRECTEUR.

INSCRITS 314
VOTANTS 312
BLANCS OU NULS.. 0

SUFFRAGES EXPRIMES 312.

Sont Elus :

1.	LAURENT Augustin	312
2.	MULLER Emile	310
3.	CLUZEAU André	306
	LOUSTAU Kléber (P).....	306
	PIC Maurice (P)	306
6.	PROVO Victor	304
	SCHMITT René	304
8.	CHAMPEIX Marcel(P).....	303
	PALMERO Jean	303
10.	MAUROY Pierre	302
11.	GUILLE Georges (P).....	301
12.	GAZAGNES Honoré	298
13.	NOTEBART Arthur(P)	297
	RABIER Maurice	297
15.	GAZIER Albert	295
	PINEAU Christian	295
17.	MOCH Jules (D)	293
18.	BEGARRA Joseph.....	292
	JAQUET Gérard	292
	LAGRANGE Roger	292
21.	BRUTELLE Georges	291
	FARAUD Roger	291
23.	CASSAGNE René (I)	286
	HERBAUT Pierre	286
25.	CAZELLES Ernest	285
26.	MOLLET Guy .....(P)....	283
27.	CORMIER Maurice	282
	FUZIER Claude	282
29.	BIDET André	281
30.	LEENHARDT Françis	279
31	ROUTIER-PREUVOST	275
32.	CHANDERNAGOR André (P) ...	272
	JUNILLON Lucien	272
	PIETTE Jacques	272
35.	FAJARDIE Roger	271
36.	RAUST André.....(P)....	262
37.	DARDEL Georges ... (P) ...	260
	QUILLIOT Roger.....	260
39.	COURTOIS Jean	257
40.	THIBAULT Pierre	256
41.	LOO Emile	251
42.	CAILLIERET Christian	239
43.	GERMAIN Jacques	235
44.	FATOUS Léon	231
45.	PONTILLON Robert	219

***

Viennent ensuite :

LE FLOCH André; LE CORRE Darius; BRU Jean; HAEGELEN René; MIRAIDE Robert; PAQUITA CLAUDE; BOUTBIEN Léon .

***

Sont proclamés Membres honoraires :

DEIXONNE Maurice; DELABRE Camille; MALACRIDA Henry; MARTET Urbain;

PETAYER Pierre ; MINJOZ Jean; MOREAU Emilienne; WEILL-RAYNAL Etienne.

***

2e COMITÉ NATIONAL FÉMININ

Sont Elues:

BRUNET Jeanne	(Seine)	FLORET Paule	(Allier)
BRUNSCHVICG Betty	(Seine)	GAUTHIER Suzanne	(Seine)
BRUTELLE Janette	(S.Maritime)	HARDY Augustine	(S.&.Oise)
BUTTE Odette	(S.&Marne)	LAVELLE Marcelle	(Dordogne)
CASSAGNE M.	(Hte-Garonne)	LE GONIDEC	(B.Pyrénées)
CHAUMAIS Germaine	(Seine)	LE STRAT Emilienne	(Ille & Vilaine)
CHOQUET Olga	(Nord)	LLOPIS Georgette	(Tarn)
CLAUDE Paquita	(Landes)	MAY Jeanne	(Haut Rhin)
DESOINTRE J.	(Vienne)	MENARD Juliette	(Seine)
FERRANDI Lucile	(Hérault)	THEULIERE Jeanette	(Pyr. Orientales)
FEYFANTIER Colette	(Dordogne)		

***

3e. COMMISSION NATIONALE DES CONFLITS

INSCRITS	314
VOTANTS	312
BLANCS OU NULS ...	5
SUFFRAGES EXPRIMES .	307

Sont Elus:

COLLET Robert	293	ANDRE Arthur	273
DARRAS Michel	287	MISTRAL Paul	266
MALROUX Paule	285	JACQUE Eugène	255
MOULIN Désiré	284	VEQUE Charles	253
SICARD Rémy	275		

Viennent ensuite:

COUTRES Ferréol; MOLINES Jean .

Fondation Jaurès

4°. COMMISSION NATIONALE DE CONTRÔLE

(9 titulaires ; 2 suppléants)

BAUDOU Léon (Bouches-du-Rhône); CAZES Jacques (Seine); DUCAMP Georges (Pas-de-Calais); JURQUET ALbert (Seine); MENARD Gaston (Seine); PELLAT Ulysse (Seine); PRIMAULT Maurice (Marne); RICHARD Maurice (Seine); RICHARD Marcel (Seine); VOLLE Claudius (Loire); WEILL Maurice (Seine).

***

XI. Délégués de l'Internationale Socialiste au 54è Congrès.

PARTI SOCIAL DEMOCRATE ALLEMAND (SPD)	G. MARKSHEFFELD, Dr. Bureau de Press H. DINGELS, Secrétaire internationa
PARTI SOCIALISTE AUTRICHIEN (S.P.O)	Joseph STERK, Député, membre de l'Exécutif;
PARTI SOCIALISTE BELGE (P.S.B.)	Albert HOUSIAUX, Directeur du Peuple G. HEBELINCK, Dr. du Vorruit , (membres du Bureau).
PARTI SOCIALISTE ESPAGNOL en EXIL (P.S.O.E.)	Rodolfo LLOPIS, Secrétaire Général; PARERA, Trésorier ;
PARTI SOCIALISTE GREC	SOMERITIS, correspondant de la presse socialiste grecque ;
LABOUR PARTY DE Gde-BRETAGNE	CLARCK Secrétaire international;
PARTI SOCIALISTE ISRAELIEN (MAPAI)	Marc JARBLUM, membre de l'Exécutif;
PARTI SOCIALISTE DEMOCRATIQUE ITALIEN (P.S.D.I.)	AMADEI, Député, membre de l'Exécutif; SOLDANO, Secrétaire international;
et, pour la Fédération du PSDI en France: MARCHETOO et BURGASSI;	
PARTI TRAVAILLISTE NORVEGIEN	Giske ANDERSON;
PARTI DU TRAVAIL HOLLANDAIS	MARINUS VAN DER GOES MATTERS, Député, Membre de l'Exécutif, Député à Strasbourg, Vice-président de la commission politique du Parlement européen; MARX VAN DER STOEL, Secrétaire international;
PARTI SOCIAL DEMOCRATE SUEDOIS	KAJ BJORK, ancien Secrétaire international, responsable de la presse socialiste;
PARTI SOCIAL DEMOCRATE SUISSE	Jean RIESEN, Secrétaire général du Parti;
INTERNATIONALE SOCIALISTE	Albert CARTHY, Secrétaire de l'Internationale Socialiste;
***	
PARTIS SOCIALISTES DE L'UNION DES P.S. d'EUROPE ORIENTALE ET CENTRALE	Serban VOINEA ;
BUND JUIF INTERNATIONAL	GERTLER;
PARTI SOCIAL DEMOCRATE MALGACHE	E. RAZAFIMANDIMBY, Député-Maire d'Ambalavero; Seth ANDRIANAIVO, Secrétaire du PSD TANANARIVE;
NEO-DESTOUR TUNISIEN	KOOLI, Dr. adj.du Néo-Destour; Mohamed AMADOU, délégué à la prop.; AHMED BENOUR, responsable Etudiants.

-:-:-:-:-

Coll. Fondation Jean Jaurès